



Institut
EGA

La Chine, nouvel acteur du Grand Jeu moyen-oriental

Maxime Berri

Analyste - Délégation Proche, Moyen-Orient & Afrique du Nord
Institut d'Études de Géopolitique Appliquée

Mars 2021

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'Études de Géopolitique Appliquée, 2021.

Comment citer cette publication :

Maxime Berri,
« La Chine, nouvel acteur du Grand Jeu moyen-oriental », Institut d'Études de Géopolitique Appliquée, 02 mars 2021.

Institut d'Études de Géopolitique Appliquée - 31 Rue de Poissy 75005 Paris

E-mail : contact@institut-ega.org

Site internet : www.institut-ega.org

SOMMAIRE

Introduction – P. 2

La Belt and Road Initiative (BRI), accélérateur de la présence chinoise au Moyen-Orient –

P. 3

Les implications politico-sécuritaires de la BRI : vers un tournant dans la posture stratégique
chinoise ? – P. 7

Conclusion – P. 10

Alors que le Moyen-Orient fut l'un des terrains des rivalités entre les puissances du Vieux continent du XIXe au milieu du XXe siècle, puis un théâtre essentiel de la compétition entre l'Est et l'Ouest pendant la période de guerre froide et enfin celui de multiples interventions américaines après 1990, la région accueille désormais un nouvel acteur, incarné par la République populaire de Chine (RPC), dont les desseins rompent, du moins en apparence, avec ceux des puissances impérialistes d'antan. Si avant 1990 la Chine partageait avec les États du Moyen-Orient l'esprit de Bandung relatif au non-alignement et soutenait l'Égypte de Nasser pendant la crise de Suez en 1956, ainsi que l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) dès sa fondation en 1964, ce n'est que lors du premier forum sino-arabe en 2004 que Pékin affirma son intérêt pour la région. Il aura donc fallu attendre plus d'un demi-siècle après sa création en 1949 pour que la RPC redécouvre enfin l'importance stratégique du Moyen-Orient, à la fois pour ses intérêts économiques et ses nouvelles velléités internationales.

Récemment, le Moyen-Orient s'est invité encore plus largement au cœur de l'agenda du Parti Communiste Chinois (PCC) *via* l'initiative globale des Nouvelles Routes de la Soie, dont les répercussions seront nombreuses tant sur le plan du développement économique et commercial, que sur le plan politique, géostratégique et sécuritaire, à la fois pour l'Empire du milieu et pour les puissances régionales.



I. La *Belt and Road Initiative* (BRI), accélérateur de la présence chinoise au Moyen-Orient

La présence croissante de la Chine au Moyen-Orient s'analyse donc essentiellement à travers le prisme du projet des Nouvelles Routes de la Soie, également connu sous le nom de *Belt and Road Initiative* (BRI). Ce projet annoncé en grande pompe à l'automne 2013 par le président chinois, Xi Jinping, demeure le plus gros projet d'investissement depuis la Seconde guerre mondiale. Les investissements consentis concernent des projets variés dans une multitude de pays, allant de la modernisation et la création d'infrastructures portuaires à la construction de voies de chemins de fer, d'autoroutes, de réseaux gaziers et de complexes industriels. Pour garantir le succès de son initiative, Pékin s'est muni des moyens de son ambition. En effet, la BRI est soutenue par l'ensemble du complexe financier chinois (la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, le fonds souverain de la route de la soie, la Banque chinoise de développement ainsi que des banques publiques), *via* une dotation de plus de 900 milliards de dollars US. Les objectifs d'une telle initiative sont à la fois d'ordre économique (gestion des surcapacités productives, diversification et utilisation des réserves de devises chinoises, création d'emplois, etc.) et stratégique (développement du Xinjiang, gestion des routes d'approvisionnement, sécurité des ressortissants chinois, réaffirmation de la puissance chinoise à l'échelle globale)¹.

Pékin compte faire du Moyen-Orient « une zone pivot de transit et d'ancrage stratégique »² *via* une voie maritime connectant l'océan Indien à la Méditerranée et un corridor terrestre reliant la Chine à l'Europe. L'importance du Moyen-Orient pour la BRI peut se comprendre pour de multiples raisons. Premièrement, du fait de son emplacement géostratégique, au carrefour entre les mondes asiatique,

¹ HACHE Emmanuel, MÉRIGOT Kévin, « Géoéconomie des infrastructures portuaires de la route la soie maritime », *Revue internationale et stratégiques*, vol. 3, n°107, 2017, pp. 85-94.

² BARI Dominique, « Le pari chinois », dans dir. BADIE Bertrand, VIDAL Dominique, *Le Moyen-Orient et le monde ; l'état du monde 2021*, La Découverte, 2020, pp. 138-144.

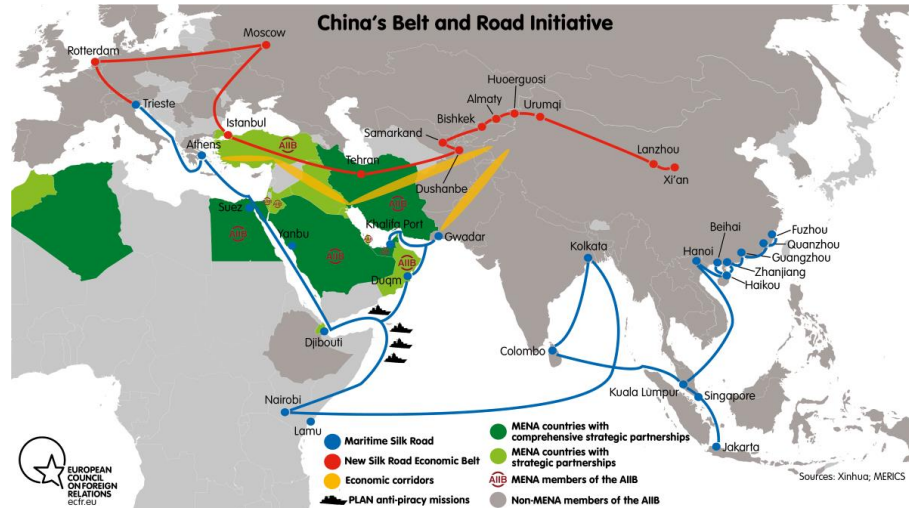
africain et européen, le Moyen-Orient est l'une des clés de voûte de la BRI. Les goulets d'étranglement que sont les détroits de Bab-el-Mandeb et d'Ormuz et le canal de Suez représentent des points stratégiques pour la réussite du projet chinois. Avec la voie maritime des Nouvelles Routes de la Soie au Moyen-Orient, la RPC s'apprête à devenir l'une des principales puissances maritimes mondiales.

Deuxièmement, le Moyen-Orient revêt une importance critique pour la sécurité énergétique chinoise, alors même que la RPC est le plus gros importateur de pétrole au monde. Dans un contexte d'instabilité régionale, la diversification à la fois des partenaires et des voies d'approvisionnement figure donc parmi les priorités de Pékin. Troisièmement, la BRI a pour objectif l'accès à de nouveaux marchés qui pourront soutenir la croissance chinoise et muer le pays en « méga-opérateur régional »³. La BRI est également un outil qui contribuera aisément à faire de la Chine une puissance monétaire globale *via* l'internationalisation du yuan. Enfin, la BRI vise un objectif national. En étendant sa sphère d'influence par-delà son territoire, en luttant contre le séparatisme ethnico-religieux et le terrorisme et en sécurisant les voies de navigation, Pékin espère retirer des bénéfices en termes de sécurité nationale.

La BRI prévoit le développement d'infrastructures portuaires aux Émirats arabes unis (EAU, Khalifa), à Oman (Duqm), en Arabie Saoudite (Jizan), en Égypte (Port Saïd, canal de Suez), en Israël (Ashdod), ou encore au Pakistan (Gwadar). Elle vise également la construction de nouveaux axes ferroviaires et routiers, en particulier en Arabie Saoudite, en Iran, en Irak, en Israël et en Jordanie. Enfin, la BRI a pour objectif de développer des infrastructures pétrolières et gazières, notamment en Arabie Saoudite, premier fournisseur de brut de la RPC. Toutefois, Pékin ne se contente pas de se placer comme simple constructeur, rénovateur ou modernisateur d'un certain nombre

³ KAMEL Maha S., « China's Belt and Road Initiative: Implications for the Middle East », *Cambridge Review of International Affairs*, n°31-1, 2018, pp. 76-95.

d'infrastructures, mais ambitionne de se positionner dans un second temps comme gestionnaire de celles-ci⁴.



Source : European Council on Foreign Relations (ECFR)

Attirées par le poids international de la Chine, son dynamisme économique ainsi que par le modèle de développement et de gouvernance chinois, prônant le principe de non-ingérence, le refus des sanctions et des conditionnalités, les puissances régionales sont également sensibles au discours des autorités chinoises qui font jouer en leur faveur leur statut de pays en développement, mettant en avant une histoire qui n'aurait jamais été impérialiste et promouvant une coopération mutuellement bénéfique par des accords dits « gagnant-gagnant ». Faire partie de la BRI permet également d'accéder à de nouveaux débouchés sur l'immense marché chinois et de diversifier son économie en vue de l'après pétrole. Rejoindre la BRI, c'est prendre part à une collaboration dite « 1+2+3 », dans laquelle la coopération énergétique (1) est au « cœur » de la relation, la facilitation du commerce et de l'investissement (2) en sont les « ailes », et la

⁴ HACHE Emmanuel, MÉRIGOT Kévin, « Gééconomie des infrastructures portuaires de la route la soie maritime », *Revue internationale et stratégiques*, vol. 3, n°107, 2017, pp. 85-94.

coopération dans trois domaines des hautes technologies que sont le nucléaire, le spatial, et les énergies nouvelles (3), le futur⁵.

En outre, Pékin entend bien dépasser les clivages politico-religieux et coopère aussi bien avec l'Arabie Saoudite sunnite, qu'avec l'Iran chiite. Grâce à cette stratégie, Pékin a déjà pu rallier à son initiative quatorze pays du Moyen-Orient. Toutefois, les États qui devraient retirer les bénéfices les plus importants demeurent les plus riches de la région. L'Arabie Saoudite, premier importateur de brut vers la RPC fait partie des grands gagnants, à l'instar des EAU dont le positionnement stratégique sur le détroit d'Ormuz constitue un avantage pour Pékin. C'est également le cas de l'Égypte grâce au canal de Suez, mais également de l'Iran qui, outre son emplacement géostratégique sur le détroit d'Ormuz - que les autorités iraniennes ont déjà menacé de bloquer - a d'autres cartes à jouer en sa faveur. Pékin mise beaucoup sur le positionnement terrestre de la République islamique pour créer un nouvel axe de transit et compte sur le pétrole iranien pour diversifier ses sources d'approvisionnement, qui dépendent encore trop largement du Royaume saoudien. Pour sceller la coopération avec ces quatre pays, Pékin a signé avec chacun d'eux un Partenariat stratégique complet. Enfin, c'est Israël qui pourrait faire partie des pays qui bénéficieront le plus de l'initiative chinoise, dans la mesure où la RPC cherche à connecter l'Asie à la Méditerranée en contournant le canal de Suez. Pour cela, la façade maritime israélienne a des atouts à faire valoir. De l'autre côté, les pays les plus pauvres du Moyen-Orient, en proie à l'instabilité, voire à l'insécurité, à l'instar du Yémen, de la Syrie, de l'Irak, du Liban et de l'Afghanistan demeurent les grands perdants de l'initiative chinoise.

⁵ KAMEL Maha S., « China's Belt and Road Initiative: Implications for the Middle East », *Cambridge Review of International Affairs*, n°31-1, 2018, pp. 76-95.

II. Les implications politico-sécuritaires de la BRI : vers un tournant dans la posture stratégique chinoise ?

Un projet tel que les Nouvelles Routes de la Soie aura assurément des conséquences sur la politique étrangère chinoise en matière de sécurité internationale. Avec des intérêts économiques et énergétiques croissants, un nombre de ressortissants en augmentation et une réduction de l'engagement américain, dans une région en proie à l'instabilité, la Chine fait face à un dilemme et prend peu à peu conscience de la nécessité de s'intéresser aux problématiques de sécurité. La stabilisation régionale sera assurément une clé de la réussite de la BRI et Pékin aborde la question sous un angle nouveau, persuadée que la paix viendra par le développement et l'intégration économique, rompant ainsi avec la vision occidentale basée sur le respect des droits de l'homme et de l'État de droit. Depuis quelques années, la RPC a donc timidement pris part à des discussions multilatérales sur des sujets variés, relatifs au terrorisme islamiste, au conflit syrien, au nucléaire iranien, à la question palestinienne, ou encore à la sécurité de navigation dans le détroit d'Ormuz. Sur tous ces fronts, Pékin mène une diplomatie d'équilibriste en fonction de ses propres intérêts, des intérêts régionaux et même des politiques américaines⁶.

Sur la question du terrorisme, la Chine s'efforce de dissocier le monde musulman de l'extrémisme islamiste qu'elle prétend combattre dans ses territoires occidentaux. Lors du Forum spécial sur la sécurité qui se déroulait à Pékin en novembre 2019, durant lequel plus de deux cents représentants du Moyen-Orient étaient présents, les autorités chinoises ont proposé la mise en place d'une stratégie commune antiterroriste et de déradicalisation globale sans aucune référence à une religion particulière. Grâce à ce tour de passe-passe, la Chine s'est

⁶ BARI Dominique, « Le pari chinois », dans dir. BADIE Bertrand, VIDAL Dominique, *Le Moyen-Orient et le monde ; l'état du monde 2021*, La Découverte, 2020, pp. 138-144.

octroyée le soutien de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) dans sa lutte contre la minorité musulmane Ouïghour. Plus récemment, en décembre 2020, les autorités chinoises ratifiaient un traité d'extradition avec la Turquie pour rapatrier les réfugiés Ouïghours.

À propos du conflit syrien, la Chine est assez discrète et se contente de rester dans l'ombre de la Russie. Toutefois, elle a participé à différentes discussions multilatérales telles que les conférences d'Astana, de Sotchi et de Genève. En 2012, au Conseil de sécurité des Nations unies, le PCC s'est même permis d'utiliser son droit de veto pour rejeter une résolution qui prévoyait des sanctions à l'encontre du régime de Bachar-el-Assad. Ce qui intéresse la RPC est en réalité davantage le processus de reconstruction post-conflit du pays, que Pékin compte bien intégrer au cœur de la BRI.

Concernant la question du nucléaire iranien, la Chine joue les funambules. D'une part, la RPC et la République islamique sont toutes deux considérées comme les ennemis contemporains des États-Unis, l'une étant pour l'ancien Secrétaire d'État américain, Mike Pompeo, « la principale menace de notre temps », l'autre accusée par ce dernier de « fomenter la terreur ». Le durcissement des sanctions lié au retrait des États-Unis de l'Accord de Vienne en 2018 pourrait faire de l'Iran l'une des grandes perdantes de la BRI, alors même que les investissements chinois auraient dû permettre à l'économie iranienne de rebondir. Dans la mesure où les relations commerciales entre la RPC et les États-Unis sont incommensurablement supérieures à celles que la Chine entretient avec l'Iran, il est peu probable que Pékin se jette corps et âme dans les bras de Téhéran. Toutefois, en commençant à enrichir son uranium à 20% en janvier 2021, l'Iran met la pression sur le nouvel accédant à la Maison Blanche, Joe Biden, qui pourrait revoir les sanctions à la baisse, voire faire revenir les États-Unis dans le Plan d'action conjoint (ou Accord de Vienne) et faire ressurgir l'idée d'une coopération approfondie entre Pékin et Téhéran.

Au sujet de la question palestinienne, la Chine est en faveur d'une solution équitable. Dans l'histoire de la République populaire, le

soutien au peuple palestinien est d'ailleurs une constante politique et bien qu'Israël ait été l'un des premiers États à reconnaître la RPC dès sa création en 1949 – sans réciprocité jusqu'en 1992 – l'OLP ouvrira son premier bureau de représentation à Pékin. D'ailleurs, c'est ce soutien à la cause palestinienne qui permit à la Chine de recueillir les voix de ses alliés arabes pour l'octroi de son siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies en 1971, évinçant Taïwan. La Chine s'est même permis des initiatives timides pour mettre en place un plan de paix pour la Palestine. À cet égard, en 2017 la RPC proposait à Mahmoud Abbas, le Président de l'Autorité palestinienne, une discussion trilatérale avec la Palestine et Israël, puis en 2018 elle exposait un plan de paix aux Nations unies. Ces projets furent tous des échecs. Cependant, en raison des relations croissantes qu'entretiennent Pékin et Tel-Aviv, liée à la BRI, la RPC mène actuellement une diplomatie d'équilibriste veillant à la fois à ne pas froisser les autorités israéliennes et américaines et à ne pas attiser la méfiance de ses partenaires arabes, qui jouent également un rôle central dans le projet des Nouvelles Routes de la Soie. La récente normalisation des relations entre certaines puissances arabes sunnites et Israël donne d'ailleurs une plus grande marge de manœuvre aux autorités chinoises sur cette question.

La sécurité de navigation dans le détroit d'Ormuz, par lequel transite 20% du pétrole mondial est également au cœur de l'agenda politique chinois, tant cette zone est stratégique et vitale pour la sécurité énergétique du pays. L'instabilité qui y règne, en raison du conflit entre Téhéran et Washington, des luttes d'influence entre l'Arabie Saoudite et l'Iran, de la guerre au Yémen, a poussé la RPC à rompre avec sa posture stratégique liée à la non-ingérence. À cet égard, en 2017 Pékin a ouvert sa première base militaire à l'étranger à Djibouti pour maintenir une présence permanente dans le Golfe d'Aden et lutter contre la piraterie, protéger les navires chinois ainsi que ses ressortissants.

Conclusion

Des gagnants, des perdants et une diplomatie encore discrète

Les Nouvelles Routes de la Soie poussent donc la Chine à s'intéresser davantage au Moyen-Orient. Si la BRI est présentée comme un projet « gagnant-gagnant », elle ne le sera que pour une poignée d'États. Alors que l'Arabie Saoudite, les EAU, l'Égypte et Israël comptent bien en profiter le plus, pour l'heure l'Iran peine à en retirer des bénéfices, miné par les sanctions américaines. En tout état de cause, la BRI pousse Pékin à s'inviter dans les discussions multilatérales sur des problématiques de sécurité, dans la mesure où la réussite de ce projet titanesque passera par une stabilisation de la région. Toutefois, la Chine ne s'appréhende pas encore comme un hégémon régional et reste un acteur secondaire, ne pouvant se substituer aux autres acteurs extérieurs. Dès lors que ses intérêts sont en jeu, c'est à contre cœur que Pékin s'intéresse aux questions de sécurité et lorsqu'il n'y a aucun bénéfice à en tirer, la RPC laisse volontiers la place aux États-Unis, à l'Union européenne ou à la Russie⁷.

⁷ WATANABE Lisa, « Le Moyen-Orient et la nouvelle route de la soie », *Center for Security Studies (CSS)*, n°254, décembre 2019, 4 p.

Sources

BARI Dominique, « Le pari chinois », dans dir. BADIE Bertrand, VIDAL Dominique, *Le Moyen-Orient et le monde ; l'état du monde 2021*, La Découverte, 2020, pp. 138-144.

HACHE Emmanuel, MÉRIGOT Kévin, « Gééconomie des infrastructures portuaires de la route la soie maritime », *Revue internationale et stratégiques*, vol. 3, n°107, 2017, pp. 85-94

KAMEL Maha S., « China's Belt and Road Initiative: Implications for the Middle East », *Cambridge Review of International Affairs*, n°31-1, 2018, pp. 76-95.

LONS Camille, FULTON Jonathan, SUN Degang, AL-TIMIMI Naser, « China's Great Game in the Middle East », *ECFR Policy Brief*, octobre 2019, 33 p.

WATANABE Lisa, « Le Moyen-Orient et la nouvelle route de la soie », *Center for Security Studies (CSS)*, n°254, décembre 2019, 4 p.